Document generated on 08/10/2025 4:39 a.m.

Cahiers de géographie du Québec

Contre l'idéalisme en géographie

Rodolphe De Koninck

Volume 22, Number 56, 1978

URI: https://id.erudit.org/iderudit/021389ar
DOI: https://doi.org/10.7202/021389ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)
1708-8968 (digital)

Explore this journal

Cite this article

De Koninck, R. (1978). Contre l'idéalisme en géographie. *Cahiers de géographie du Québec*, *22*(56), 123–145. https://doi.org/10.7202/021389ar

Article abstract

Starting with classical geography and throughout its multiple modem versions, the discipline has been influenced by a powerful current of pholosophical idealism which has made it a solid instrument of reactionary powers. The demonstration of the existence of this current is attempted through the analysis of articles written by Vidal de la Blache, Brunhes, Sautter, Morrill, Gould, Berry, Racine; this analysis involves the critique of themes such as equilibrium, harmony, region, landscape, diffusion, models, dualism, perception, mental maps. There follows a proposal to recognize that the foundations of social relations are firstly material, that such is the case also for the spatial conditions and the spatial constraints of their elaboration. Beyond this critique and the concrete proposals for change that result there from, is also questioned the very nature of intellectual work and of the links it entertains with State power.

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1978

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

CAHIERS DE GÉOGRAPHIE DU QUÉBEC,
Vol. 22, no 56, septembre 1978, 123-145

CONTRE L'IDÉALISME EN GÉOGRAPHIE

par

Rodolphe DE KONINCK

Département de Géographie, Université Laval, Québec, G1K 7P4

RÉSUMÉ

De la géographie classique aux multiples géographies modernes un puissant courant d'idéalisme philosophique a contribué à faire de la discipline un solide instrument des pouvoirs réactionnaires. La démonstration de l'existence de ce courant est tentée à travers l'analyse de textes d'auteurs tels Vidal de la Blache, Brunhes, Sautter, Morrill, Gould, Berry, Racine; cette analyse amène la critique de thèmes tels ceux d'équilibre, harmonie, région, paysage, diffusion, modèles, dualité, perception, cartes mentales. En résulte une proposition de reconnaissance des fondements d'abord matériels des rapports qui s'établissent entre les hommes, des conditions spatiales de leur élaboration tout comme des exigences spatiales qui en découlent. Par delà cette critique et les propositions concrètes de changement qu'elle entraîne, est remise en question la nature même du travail intellectuel et des liens qu'il entretient avec le pouvoir d'État.

MOTS CLÉS: Idéalisme philosophique, géographie, matérialisme historique, marxisme, travail intellectuel, modes de production, capital, pouvoir d'État.

ABSTRACT

Against idealism in geography

Starting with classical geography and throughout its multiple modern versions, the discipline has been influenced by a powerful current of pholosophical idealism which has made it a solid instrument of reactionary powers. The demonstration of the existence of this current is attempted through the analysis of articles written by Vidal de la Blache, Brunhes, Sautter, Morrill, Gould, Berry, Racine; this analysis involves the critique of themes such as equilibrium, harmony, region, landscape, diffusion, models, dualism, perception, mental maps. There follows a proposal to recognize that the foundations of social relations are firstly material, that such is the case also for the spatial conditions and the spatial constraints of their elaboration. Beyond this critique and the concrete proposals for change that result therefrom, is also questioned the very nature of intellectual work and of the links it entertains with State power.

KEY WORDS: Philosophical idealism, geography, historical materialism, marxism, intellectual work, modes of production, capital, State power.

*
* *

Lorsque nous grommelions, Gros-Bedon se levait et, avec la voix de Dieu, déclarait que le Très-Haut avait élu les hommes sages pour posséder la terre, les chèvres, les pièges à poisson et la liqueur-de-feu, et que sans ces hommes sages nous serions tous des animaux comme au temps où nous vivions dans les arbres.

Alors surgit un homme qui devint le chanteur du roi. On l'appela le Scarabée...

Jack London, 1909.

Les études soulignant les problèmes de la discipline géographique se sont multipliées au cours de la dernière décennie. On peut penser à plusieurs articles paraissant dans les revues *Antipode* publiée aux États-Unis depuis 1969 et *Hérodote* publiée en France depuis 1976, et plus particulièrement à des travaux tels ceux de Harvey (1973), Anderson (1973), Lacoste (1976), Slater (1976), Racine (1977), Scheibling (1977), surtout Peet (1977) qui a présenté une excellente synthèse de la géographie «radicale» américaine, textes à l'appui, et enfin Gregory (1978). Mon intention ici n'est pas de résumer cette critique mais bien plutôt, tout en y faisant allusion, de dégager davantage les blocages récurrents qui ont marqué la géographie dans son évolution, de la géographie classique aux multiples géographies modernes, et d'en indiquer la sortie possible. Il est évident que ce qui est présenté ici n'est que l'esquisse d'une critique qui devra être approfondie[1].

DES BLOCAGES DE LA GÉOGRAPHIE CLASSIQUE...

On trouve dans les écrits des «grands maîtres» de la discipline d'incessantes tentatives pour définir, une fois pour toutes, l'objet de la géographie. Mais cette «une fois pour toutes» s'avérant insaisissable, ou bien, chaque fois, insatisfaisante, la géographie a été plus souvent définie par la façon dont elle se pratique que par l'identification rigoureuse de ce qu'elle étudie. Souligner les difficultés, voire les angoisses, de la géographie à définir son objet d'étude n'est pas très original; surtout, c'est insuffisant. Ce qu'il faut chercher à comprendre, c'est: pourquoi ces difficultés? Avant de tenter d'y répondre il est tout de même utile d'illustrer ces difficultés. À cette fin on peut consulter un article, significatif à plusieurs égards, où Vidal de la Blache (1913) a multiplié les «définitions»:

la géographie «a pour charge spéciale d'étudier les expressions changeantes que revêt suivant les lieux *la physionomie* de la terre». (p.292)

«le champ d'étude par excellence de la géographie, c'est la *surface*». (p.293)

«la géographie est la science des *lieux* et non celle des hommes». (p.299)

«la géographie se distingue comme science essentiellement *descriptive*». (p. 297); ainsi le géographe doit s'efforcer «de caractériser des contrées, de les *peindre* même, car le pittoresque ne lui est pas interdit». (p.293)

il doit aussi reconnaître «que les *formes* elles-mêmes cherchent à s'organiser entre elles, à réaliser un certain *équilibre* ... et que de lui (l'homme) dépend *l'équilibre actuel du monde vivant*». *(pp.296 et 298)*

en conclusion, la géographie doit témoigner d'une «aptitude à *ne pas morceler ce que la nature rassemble*, à comprendre la correspondance et la corrélation des faits ...» (p. 299). (je souligne)

Comme prévu, on ne trouve guère ici de quoi permettre la définition d'un ob-

jet spécifique et clairement saisissable; apparaissent tout de même des notions importantes dont deux très claires: celle d'*équilibre*, d'équilibre des formes, d'équilibre naturel et celle suivant laquelle la mission du géographe consiste à *décrire* cet équilibre. Toutes les nuances venant s'ajouter à ces préceptes, tant dans l'oeuvre de Vidal de la Blache (1921) que dans celles de ses disciples, concernant les interrelations, les contingences, le possibilisme, etc. retiendront cette nécessité de *décrire un équilibre.* Claval (1976, p. 70) a bien montré combien ces *notions* d'équilibre, d'harmonie et d'évolution dans la stabilité se sont précisées et ont marqué la géographie classique. Cette manière qu'ont souvent les géographes de définir l'équilibre, Claude Raffestin la qualifie de «pré-mathématique».

Tout aussi important et intrinsèquement lié à ces notions a été le profond idéalisme de la géographie, au sens dit hégélien du terme, au sens où ce sont les idées qui produisent la réalité. C'est sans doute chez Jean Brunhes (1913) qu'on en trouve les meilleures illustrations:

«la seule cause vraie, c'est l'intelligence et la volonté humaine». (p. 12)

«un fait a des dimensions, il a une couleur, il a une durée; il n'a pas une vérité; c'est la perception que nous avons de ce fait qui est fausse ou vraie, c'est le jugement que nous portons de ce fait qui est plus ou moins juste». (p. 27)

«le fait psychologique capital est donc celui-ci ... tous les ensembles et tous les détails du cadre naturel agissent sur nous dans la mesure et dans le sens où nous les choisissons, c'est-à-dire où nous les interprétons». (p. 32)

«il y a des faits psychologiques à la base et à la suite des faits essentiels». (p. 36)

«c'est la volonté humaine qui est le véritable pluviomètre». (p.37)

«parce que nous la voyons autrement, (la réalité) est en vérité autre pour nous. Sans avoir subi de modifications, c'est là le fait capital». (p.39)

À en juger par ses affirmations, la position de Brunhes apparaît antagonique de la suivante: «ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience» (Marx et Engels, 1845, p. 51). D'ailleurs, tout le texte de Brunhes (1913) d'où sont tirées ces citations, contribue, semble-t-il contre la *volonté* de l'auteur, à appuyer cette affirmation fondamentale du matérialisme historique: on ne peut comprendre, *situer* les idées, qu'en *partant* de la réalité matérielle qui les a générées. Pourtant, Brunhes, comme bien d'autres avant et depuis, se refuse à reconnaître cette réalité récalcitrante qui ne veut pas se plier aux catégories de l'esprit; et Brunhes est un *géographe*; nous y reviendrons. De toute évidence, cela n'était pas fait pour simplifier la cohésion de la discipline autour d'un objet spécifique. Malgré la tentative de Brunhes pour classer les «faits humains essentiels» en 6 grands types (1913, p.13)[2], et plusieurs autres dont celle, plus subtile, de Max Sorre (1961) pour définir le dualisme des fondements biologiques et techniques de la géographie humaine, la recherche se poursuit d'un ordre naturel et idéal. Une telle ambition entraîne un problème épistémologique: comment mieux circonscrire une discipline aussi gourmande[3]? Deux solutions se sont imposées: d'abord définir une méthode, un angle d'approche de cet objet si flou, si insaisissable; ensuite définir l'échelle où on pourra l'appréhender.

La recherche de la première solution en a amené plusieurs à vouloir définir la géographie *d'abord* comme une science méthode, comme une discipline qui se définit par son point de vue, par sa façon: par son art. Il est important d'ajouter que malgré des positions antagoniques[4] quant à la reconnaissance du critère prédéterminant, l'objet ou la méthode, cette dernière s'identifiait aux yeux de la majorité comme devant être un art. On y tenait d'autant plus que la recherche de la deuxième solution, celle d'une échelle idéale, désignait, depuis fort longtemps

d'ailleurs, le cadre où exercer cet art: la monographie régionale. (Est-il nécessaire de rappeler que cette désignation de la géographie comme étant un art ou comme devant être pratiquée comme un art est archi-fréquente dans la littérature?). Ainsi la région est ce *cadre* où le géographe va *peindre*, va brosser son tableau, va exercer son *art.* Il y a là plus qu'un jeu d'images et de mots: une solution à laquelle elle s'accrochera longtemps et qui a marqué la discipline jusque dans ses variantes «modernes», comme on le verra. Donc le géographe cherche à *décrire*, à peindre un tableau *harmonieux* de l'*équilibre régional*. Sautter (1961, p. 77-78) a bien montré combien l'échelle de la région, par opposition à celles plus grande ou plus petite de la nation et du terroir, était satisfaisante à la recherche de l'équilibre, de la «libre confrontation entre le physique et l'humain». Les fondements idéologiques et toute l'emprise qu'a eu ce *concept* de région sont dévoilés par ce même auteur sans qu'il semble s'en rendre compte.

Ainsi après avoir expliqué la «solution» que représente la monographie régionale pour le géographe en Europe, Sautter s'interroge sur son incapacité à pouvoir circonscrire des régions de type européen en Afrique Occidentale. Il y répond en affirmant:

> que ces difficultés viennent «en partie d'un milieu naturel fait de grands ensembles climatiques et morphologiques». (p. 81).
>
> «Qui plus est l'histoire elle-même est ici défaillante». (p.81)
>
> qu'il y a ici une «impuissance du sol à retenir l'histoire». (p.82)

Aucune de ces affirmations ne résiste à un examen spécifique. On trouve en Europe de «grands ensembles»: la plaine germano-polonaise, le climat méditerranéen, etc, grands ensembles qui n'épousent pas nécessairement les régions vidaliennes, juxtaposées ou emboitées les unes aux autres. Enfin, nulle part, en Europe ou ailleurs, l'histoire n'est défaillante. Il y a à la limite du racisme chez les Européens qui n'accordent que difficilement le droit à l'histoire aux Africains, aux Amérindiens, etc., comme si celle-ci n'avait vraiment commencé qu'avec eux. Pourquoi le sol ne «retient-il pas l'histoire»? Là on s'approche de l'essentiel: en effet, Sautter parle des techniques qui «paraissent responsables en définitive». Mais il ne sait aller plus loin enfermé qu'il est dans son concept de région européenne, ce que Lacoste appelle le «concept-obstacle de la région vidalienne» (1976a, p.49sq et 169). En réalité une telle région est historiquement déterminée par un mode de production et donc des techniques de «rétention de l'histoire» spécifiques. Les régions «classiques» d'Europe sont issues de l'époque féodale et des traits profonds qu'elles ont su conserver à travers les premiers stades du développement du capitalisme avancé, type capitalisme monopoliste d'État. En effet en «revenant» en Europe, Sautter reconnaît la récente inadéquation de la réalité au concept. «Par son évolution récente, dans les vieux pays européens, la réalité géographique a contribué de son côté à remettre en question le modèle traditionnel de la monographie ... de moins en moins les régions appartiennent au «donné géographique» (p.85). Avec sa région féodale, Sautter arrive trop tôt en Afrique Occidentale, il «revient» trop tard en Europe.

Voilà tout le problème! Pourquoi enfermer la région dans *un* «donné géographique?» Pourquoi ne pas reconnaître que celui-ci n'est pas un pur esprit, qu'il évolue selon les conditions spécifiques aux modes de production. Pourtant Sautter dispose de tous les éléments pour le reconnaître lorsqu'il souligne l'adéquation entre la région et l'ethnie: «À ce stade, il n'est pas rare que s'observe une coincidence géographique allant jusqu'au recouvrement» (p.82). Précisément: c'est là le type de région qui peut émerger dans un mode de production tribal, communautaire, «région» moins bien *consolidée* que la région féodale. En d'autres termes, ce qui est remarquable, c'est qu'après s'être donné les moyens d'expliquer

l'évolution des régions selon la croissance des méthodes et techniques productives liées à des modes de production assurant un contrôle territorial dont les formes et dimensions évoluent, l'auteur ne peut parvenir à cette explication: il y a vraiment blocage. D'ailleurs, tout en essayant de récupérer le concept de région tel qu'hérité de ce que j'appelerais «la géographie nostalgique des vestiges féodaux», qui postule l'autarcie et la «personnalité» des régions, Sautter déclare que «la région s'éloigne de plus en plus du concret, divorce d'avec le paysage» (p.88). Le cadre est éclaté! Il faudra chercher à circonscrire autrement l'objet — toujours à définir — de la géographie ... Il faut tout de même admettre qu'avant de faire cette candide constatation, l'auteur avait implicitement reconnu que les exigences de la croissance économique (lire: le capital) «planifient» les régions.

Mais c'est avec regret qu'il parle de cette région qui aurait été «jadis le résultat d'une libre confrontation de la nature et des initiatives humaines» (p.88). Le problème ici c'est que depuis que l'homme s'est mis debout, il n'y a jamais eu libre confrontation entre lui et la nature. Piégée au départ, celle-ci a entraîné avec elle les géographes qui s'y accrochent, qui s'y enferment. Cette porte de sortie, cette solution à l'identification épistémologique, qu'a toujours représenté la référence soit exclusive, terminale et sans appel, à la causalité naturelle, soit plus subtilement aux «contingences du milieu», constitue souvent encore un véritable caillot à la circulation des idées dans le corps de la discipline géographique, elle qui *postule* l'équilibre idéal homme-nature.

Ainsi un trait particulièrement frappant de la géographie, pourtant la discipline disposant des instruments les plus terre à terre pour l'étude de l'homme social, a été, au niveau explicatif, une incessante fuite vers une forme ou une autre d'idéalisme. La géographie a, massivement, décrit le paysage. Lorsqu'elle a cherché à *expliquer*, c'est à lui, *le paysage idéalisé*, qu'elle s'est attachée. Ce faisant elle a joué son rôle: évacuer les hommes et les rapports qui s'établissent entre eux derrière ce paysage. Ronai (1976) a bien raison de prôner la *critique du paysage*, au détriment de son éloge. Pourquoi ces difficultés de la géographie à se définir un objet, demandions-nous? C'est qu'étant donné les intérêts de ceux pour qui cette «science de l'espace», précisément, s'est développée, il aurait été dangereux qu'elle définisse clairement son objet, donc sa raison d'être. Un bon informateur ne doit pas en savoir trop sur sa mission.

Ainsi la géographie a été bloquée, piégée, elle est devenue, presque par obligation, une discipline profondément réactionnaire. En premier lieu parce qu'elle a cherché ou voulu voir dans l'*ordre de la nature*, immuable, permanente, inchangeable, les explications aux paysages historiques marqués par les rapports pourtant dynamiques qui s'élaborent entre les hommes dans le cadre de la terre: le rapport naturel-social, elle l'a réduit à son seul aspect naturel. En second lieu parce que, précisément, pour ne pas avoir à reconnaître ces conditions qui transcendent la nature, elle s'est pendant longtemps refusée à rechercher des lois; elle s'est faite science de l'unique: ce problème Claval, qui ne l'interprète pas de la même façon, l'a clairement illustré (1976, p.90sq). Parce que ce faisant, en troisième lieu, elle constituait un service de renseignements idéal[5] pour les pouvoirs qui la «subventionnaient»: on mord difficilement la main qui nourrit. Enfin, ces caractères, déjà tous interreliés, étaient maintenus grâce à l'incertitude — quelle aubaine! — de la géographie à l'endroit de son objet: donc, elle n'a pu développer un vrai sens critique, elle a été par excellence la science du *statu quo*; au concept d'«intellectuel traditionnel» de Gramsci, on peut ajouter celui de «discipline traditionnelle». Oui mais, ajoutera-t-on, cela ne peut s'appliquer à la géographie moderne, beaucoup et peu quantitative, qui, elle, s'est érigée *contre* la géographie traditionnelle, cette «science» dont on a longtemps voulu qu'elle ne soit pratiquée que par des artistes.

... À CEUX DE LA «NOUVELLE» GÉOGRAPHIE...

Description, ordre naturel, équilibre, harmonie, autant de traits marquants de la géographie traditionnelle. Ce «savoir» selon le mot de Lacoste a été, au moins en bonne partie, commandité et récupéré par les pouvoirs associés aux différentes formes d'expansion territoriale des sociétés qu'ils encadrent. Rien de surprenant à cela ajoute Scheibling (1977, p.43) puisque «c'est le propre de toute science que de se constituer en rapport avec la formation sociale qui lui sert de matrice». Cependant comme il le reconnaît en commentant Lacoste, ce dernier a pourant insisté sur le caractère de *savoir* de la discipline qui n'a pu vraiment s'ériger en corps scientifique. Cela est d'autant plus évident que les conditions de l'inadéquation entre la discipline et son objet ont été entretenues. Il semble que des conditions équivalentes ont assuré le vieillissement instantané de la nouvelle géographie et son maintien au statut d'un *savoir* acritique, récupérable et manipulable. Cela s'applique autant à la géographie quantitative qu'à la «nouvelle» géographie culturelle.

La géographie quantitative

Cela n'est peut-être pas évident pour tous, car par son acharnement à affiner, à quantifier, la nouvelle géographie a pu laisser croire qu'elle ferait autre chose que de décrire. En fait, elle noie encore mieux l'explication sous un déluge de *mesures*. De plus, malgré cela, elle mesure soit partiellement et partialement; soit en retard sur la réalité. Ce qu'elle cherche à expliquer, ce sont généralement des phénomènes de répartitions des hommes et de leurs activités et institutions; des phénomènes statiques et dynamiques de *localisation* et de *diffusion:* voilà deux mots-clés. Comme le dit si bien Lipietz (1977, p. 15), «la nouvelle géographie quantitative anglo-saxonne, qui s'acharne à quantifier la description et oublie qu'«il faut réfléchir pour mesurer et non pas mesurer pour réfléchir» (Bachelard) ne nous fait guère avancer». Justement, surtout pas.

Ainsi dans les études de *localisation*. C'est le cas de la théorie de la place centrale et des théories de la localisation industrielle qui, malgré toutes les nuances qui leur sont périodiquement ajoutées, nuances dont Lipietz ne tient malheureusement pas toujours compte (1977, p.118-120), continuent souvent à s'inpirer d'une rationalité économique dépassée: celle du capitalisme concurrentiel[6]. On postule un certain *ordre hiérarchique* qui selon une espèce de fatalité (Berry, 1972, p.340) va entraîner des répartitions inégales. Or de telles répartitions et surtout leur consolidation n'ont plus grand chose à voir avec la *simultanéité (ibid)* postulée[7]. Les facteurs de la répartition des hommes et de leurs activités ont de tout temps relevé des articulations du ou des modes de production qui englobent les rapports qui s'établissent entre les hommes: concrètement, dans le cas qui nous occupe, cela signifie que lorsqu'un monopole (par exemple l'ITT, l'INCO, l'Alcan, etc.) décide d'une localisation, l'ordre hiérarchique et la simultanéité ont peu à voir dans cette décision. Donc non seulement s'agit-il d'évoquer une autre «rationalité» économique, celle des monopoles[8], encore faut-il la nuancer et reconnaître l'importance primordiale des décisions politiques (Lipietz, 1977, p. 119). De toute évidence il y a des formes d'implantation, de localisation qui n'ont rien à voir avec la rationalité *économique*, même des monopoles. Elles relèvent de décisions politiques[9] qui doivent quelquefois prendre en considération le niveau de développement de la lutte des classes et la nécessité de contenir celle-ci. Comment expliquer autrement les hauts salaires qui sont versés aux ouvriers des chantiers de la Baie James et des entreprises implantées sur la Côte Nord du Saint-Laurent?

Il est donc important de noter combien dans les études de localisation industrielle effectuées par les géographes, parmi tous les facteurs pris en considération, le niveau de développement de la lutte des classes est généralement

«oublié». Pourtant, comme le sait tout planificateur industriel, quelle que soit l'échelle qu'il considère, macro ou micro-régionale, la «paix sociale» (lire: la docilité des travailleurs) est une variable-clé à considérer. Ainsi, il apparaît évident que la faible cohésion du mouvement ouvrier régional entre pour une bonne part dans l'explication de la «prospérité industrielle» de la Beauce québécoise (Lavertue, 1978). À une autre échelle, les transferts massifs d'activités industrielles (le mouvement des *runaway industries*) vers les pays et régions dominés économiquement *et* politiquement de l'extérieur, relèvent non seulement de la recherche d'une main-d'oeuvre abondante et peu chère mais aussi d'une main-d'oeuvre docile. L'évidence d'un tel phénomène est telle qu'elle est évacuée dans les études de localisation industrielle, effectuées plus souvent, il est vrai, à des échelles méso ou micro-régionales où pourtant le principe s'applique tout de même. En réalité, l'évacuation d'une telle évidence relève de la nécessaire «dissimulation du caractère de classe de la société» sur laquelle a tant insisté Lukacs (1960, p.83).

Mais revenons à la géographie descriptive quantitative dont il n'est nullement question de mettre en doute les progrès — au contraire — par rapport à la description des «peintres» du paysage. En effet, sa valeur d'écran est à la mesure, précisément, de la complexité de l'échafaudage qu'elle dresse devant les processus de soumission des hommes. Tel est le cas de la majorité des études de diffusion dont un grand maître, semble-t-il, est Berry. Celui-ci parvient à rationaliser les inégalités régionales en développant le principe (la nécessité inéluctable?) de *la diffusion hiérarchique* par vagues d'intensité décroissante mesurable en termes quantitatifs (Berry, 1972). Un telle description de la diffusion des innovations ne peut être qualifiée d'incorrecte mais plutôt de simpliste et de fataliste. *Simpliste* car elle en arrive à affirmer que les phénomèmes de diffusion peuvent être réduits à des processus purement spatiaux mécaniques, que l'espace — mesuré d'une façon plus ou moins différenciée, plus ou moins sophistiquée — est indépendant des phénomènes sociaux ou au moins, surtout, qu'il les trancende. Hormis le fait qu'il y ait là un problème d'échelle qui permet de noyer la spécificité des processus, il y en a un autre, plus grave, d'omission. On omet de demander quelles sont les forces qui diffusent, de mesurer le «feedback» recueilli par le diffuseur. Quels sont le prélèvement, la soumission et le dépouillement qui en résultent pour le récepteur, donc la cause, l'intention première de la diffusion? Questions qu'on ne peut qualifier de superflues car toute la théorie de la diffusion de Berry est liée à sa conception du développement qui *doit* se diffuser hiérarchiquement; comme le démontrent les faits et une importante littérature[10] il faut lire dans cette diffusion hiérarchique: concentration, croissance exponentiellement inégale, soumission et programmation du développement du sous-développement. Le «modèle» de Berry est aussi *fataliste* car il postule et reconnaît *précisément,* qu'un tel processus, s'il se réalise, entraîne la nécessité d'une politique de *welfare*[11]. Il part du principe que seul le développement inégal est concevable et que plus il y a de développement, plus il faudra de redistribution. Pourquoi la *re-distribution*? Ici aussi il est inutile d'aller beaucoup plus loin. On a déjà montré en quoi, pourquoi, la redistribution est indispensable à la croissance capitaliste (Lavertue et Villeneuve, 1978). Ainsi après avoir assisté à l'essor de la géographie de la diffusion on assistera sans doute à celui de la géographie du *welfare.*

Car il ne faut pas croire que l'étude des problèmes sociaux rebute les géographes modernes. Loin de là, comme en témoigne la géographie de la pauvreté, des minorités et groupes ethniques défavorisés, etc. Une étude de Morrill publiée en 1965, et concernant les ghettos noirs aux États-Unis, représente un bel exemple d'une application de la géographie quantitative moderne à un problème crucial. L'importance et la représentativité de cet article sont attestés par le fait qu'il a été maintes fois reproduit dans des «readers». Au départ, Morrill y affirme clairement que: «l'intention ici est d'abord de retracer l'origine du ghetto et les forces qui l'entretiennent et ensuite d'évaluer les propositions pour le contrôler» (p. 339).

Le premier objectif est clair et, replacé dans son contexte historique et social (la société des géographes américains), relativement novateur; le second objectif est pour sa part plus ambigu bien que, comme on le verra, il est tout à fait compréhensible, hélas. Tous deux, ils relèvent de ce que Claude Raffestin appelle la «science-aspirine».

Après avoir brièvement *décrit* les grandes migrations des noirs vers les villes, Morrill recherche les «forces» qui *maintiennent* le système des ghettos (p. 342). Il identifie quatre types de barrières: les préjugés des blancs à l'endroit des noirs; les caractéristiques des noirs; la discrimination de la part des promoteurs fonciers et institutions financières; et enfin des barrières légales et gouvernementales. Après qu'il ait *décrit* ces quatre «barrières» il ne sera pas question pour l'auteur d'évoquer les fondements de la discrimination raciale, ni le rôle économique et social que joue le ghetto, cette réserve de main-d'oeuvre sous-prolétarienne, ni le rôle de la rente de monopole retirée par les propriétaires fonciers[12]. Plutôt, par une solution classique, quasi-universelle dans la géographie moderne à l'américaine, il se lance dans une *description* détaillée du processus d'expansion spatiale du ghetto: l'auteur construit un modèle de simulation de la diffusion. On en oublie presque qu'il ne tient pas promesse et que non seulement a-t-il évité *d'expliquer* l'origine du ghetto mais encore moins les *causes profondes* de son maintien. Après avoir fait sombrer sa tentative d'explication de la ghettoïsation d'un groupe ethnique dans le *jeu* des *processus* de diffusion spatiale l'auteur conclut, candidement: «le modèle suggéré de diffusion-expansion ne fait que décrire le principal processus de ghettoïsation». Quand on a un tel modèle entre les mains, on peut prévoir, on peut contrôler à volonté la population captive. Morrill n'a pas su (voulu?) démontrer l'utilité d'une population captive; il a démontré l'utilité qu'on peut retirer d'un modèle de son expansion.

Dans un tel type d'études, pourtant très fréquentes, on évite de répondre aux questions évidentes soulevées: une population captive de quoi, de qui, à quelles fins? Une population capturée ne l'est-elle pas par une autre dans un espace, au moyen d'institutions, pour une fin précise? La réponse à ces questions est particulièrement claire dans les travaux de Bernier (1974, 1978). Pourtant, nombreux sont les auteurs qui préfèrent généralement éluder cette question, concentrant leur démarche, par ailleurs fort savante, sur les comportements migratoires. La population est *étudiée*[13]. À moins d'approuver une telle captivité, ou d'y être indifférent ou fataliste, il m'apparaît nettement inadéquat de se limiter à n'en décrire que certaines modalités, tout en fuyant la recherche des causes. Quand j'écris inadéquat, j'entends inadéquat à la lutte contre les causes de cette capture. Parce qu'en fait une telle approche est adéquate au maintien — certains diraient au contrôle — de cette captivité.

On ne peut s'empêcher de relier cette sollicitude — tantôt ambigue, tantôt carrément mystificatrice — pour les problèmes sociaux, et leur transformation en *jouets spatiaux*, à celle des géographes coloniaux et néo-coloniaux. Chez les premiers, le jouet est même devenu cynique. Chapuis et Ronai (1976) ont bien montré combien au-delà de sa fonction d'informateur le géographe colonial savait jouer avec les paysages, l'harmonie, les choix de civilisations, pour en conclure, par exemple, que les Vietnamiens étaient voués à un petit pain; et qu'ainsi tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes (Gourou, 1936). Cette notion de civilisation a servi à recouvrir bien des réalités; Gourou a même tenté de fournir une explication du déclin de l'empire Khmer à travers la description d'un «changement de civilisation», terme sous lequel «il paraît commode et profitable de réunir» (1964, p. 63) plusieurs acceptions où l'évocation des «techniques de production» permet d'oublier celle des rapports de production: or l'étude des conditions dans lesquelles ceux-ci ont évolué (Sahai 1970; Sedov, 1974), permet une compréhension certes plus valable de l'évolution des «civilisations» et «genres de vie». Pelletier et Goblot (1973) ont très bien montré toute l'insuffisance de telles notions purement descriptives.

Cette évocation des «choix de civilisation» est même fréquente chez Gourou et d'autres auteurs à l'endroit des peuples «réfugiés» dans les zones intérieures de l'Asie du Sud-Est; peuples pratiquant généralement des agricultures rudimentaires. En réalité ce choix, d'un type qu'on retrouve un peu partout dans le monde et à toutes les époques est bien plus le résultat d'une réaction de préservation devant l'alternative de disparaître comme peuple ou de survivre en tant que tel mais dans une position de réfugié. En effet l'expansion des modes de production et en particulier celle du mode de production capitaliste n'implique pas nécessairement la destruction des modes moins consolidés spatialement. Au contraire en les repoussant il les préserve. C'est à mon avis ce qui s'est passé en Asie du Sud-Est pendant la période de la plus rapide expansion du capitalisme. Des peuples menacés d'anéantissement ont eu un réflexe de «conservation innovatrice»: les peuples-refuges ont été amenés à «innover» en s'isolant à des fins de conservation, de survie. C'est là une autre réalité camouflée par la notion de «choix de civilisation». Est-il nécessaire de souligner qu'à l'échelle mondiale, de telles populations peuvent jouer un rôle d'appui, de siège de la réaction et être même manipulées à des fins contre révolutionnaires? (Vietnam, Malaisie, etc.).

Ce détour vers la géographie traditionnelle, version raciste et coloniale, était nécessaire car celle-ci co-parente avec la géographie moderne, les «nouveaux» concepts d'analyse du sous-développement. C'est le cas en particulier de la notion de *dualité* (Boeke, 1953). Il est renversant de constater combien cette notion, mise au point à des fins idéologiques répressives — pendant l'administration coloniale néerlandaise de ce qui est aujourd'hui l'Indonésie —, a eu la vie longue et a été reproduite sans discernement par nombre de géographes, comme l'a bien montré Slater (1976). Ainsi on affirme que les sociétés et aires géographiques des pays pauvres sont composées de deux secteurs *indépendants* en évolution parrallèle: le secteur moderne (européen pendant la période coloniale) et le secteur «arriéré» (indigène). On en conclut que pour se moderniser ce dernier devrait suivre les directives du premier. Dans la réalité le caractère moins productif, le déséquilibre, du secteur traditionnel est précisément dû au fait qu'il a été dépouillé (Bernier et De Koninck, 1974), asservi et conditionné aux exigences du secteur «moderne», généralement tourné vers l'exportation de produits agricoles de plantation. Aujourd'hui encore, le «secteur traditionnel» joue en réalité le rôle de vaste réservoir de main-d'oeuvre à bon marché vers lequel on *doit* «diffuser la modernisation». Inutile d'entreprendre ici la critique de l'importante littérature (particulièrement américaine), d'une transparence flagrante, aujourd'hui consacrée à la modernisation et à l'intégration spatiale (lire la soumission et la désintégration) des territoires *à sous-développer* (Slater, 1976, p. 84-91). Au sujet de l'utilisation de la notion de dualité on peut penser à la Malaysia qui a souvent été citée comme exemple d'une société dualiste, alors qu'elle est en réalité le prototype d'une société où tous les secteurs sont étroitement liés. C'est le cas en particulier de l'agriculture commerciale où les liens sont tels, entre le secteur des grandes plantations et celui des petits producteurs, qu'après s'être vu freiné dans sa croissance, ce dernier se voit aujourd'hui confier une part grandissante de la responsabilité de la production; à un moment où celle-ci devient de moins en moins intéressante. Ce phénomène est mondial, avec variantes, et s'explique également par la nécessité de brouiller la lutte revendicative des ouvriers de plantation trop visiblement exploités.

Certes, la géographie moderne quantitative, d'inspiration fonctionnaliste et néo-positiviste, aux fondements plus ou moins anciens (ex: la notion de dualité, notion qui est un produit colonial néerlandais) ne saurait être réduite aux seuls exemples évoqués ici. Ce serait faire offense à son dynamisme et aux ressources de ceux qui la pratiquent. Il me semble cependant que sous toutes ses formes cette approche répond aux *impératifs* suivants, sinon simultanément, au moins par étapes: 1) *décrire,* décrire tellement, d'une façon si impressionnante, qu'on fait oublier la nécessité de l'explication; 2) *quantifier,* quantifier tellement que l'homme

est évacué de l'objet d'étude; 3) construire des *modèles*, en construire tellement qu'on en oublie la nécessité du changement? 4) *schématiser*, schématiser tellement que tout changement, dans l'éventualité où il faudrait l'admettre, est piégé par le modèle (dualiste ou autre). De la *description*, au *schéma*, on peut déceler un processus qui répond à l'évolution des exigences historiquement déterminées.

Les soubresauts des géographes contemporains

Mais, dira-t-on, la géographie moderne ne saurait être réduite à la seule géographie quantitative. Non, il y a aussi cette géographie qu'à défaut d'un meilleur terme, il faudrait qualifier de *culturelle* comme le souhaitent ses tenants. Comme jadis la géographie du *genre de vie*, de la *contingence*, s'était consolidée devant les tendances déterministes, sans appel, de l'environnementalisme (tout en demeurant marquée), la nouvelle géographie culturelle des *nuances*, du *subjectif*, s'est affirmée devant les tendances mécanistes et réductionnistes de la géographie quantitative (tout en demeurant marquée). En fait le terme de géographie culturelle recouvre un éventail très large de branches de la discipline: à la limite, il est synonyme de «géographie humaine». De plus sous le vocable de géographie culturelle, on regroupe des approches qui relèvent plus souvent du néo-positivisme des «quantifiers» que de la géographie rétrospective d'un Carl Sauer ou d'un Max Sorre. Quoiqu'il en soit, pour avoir une idée de l'éclectisme de la géographie culturelle, on peut consulter Claval (1976, p. 97-108). Les tendances sur lesquelles je veux ici faire quelques remarques sont celles qui, par réaction contre le néo-positivisme, penchent plutôt vers la phénoménologie et le structuralisme orthodoxe de Lévi-Strauss: la géographie des *paysages* (sic), de la *perception*. des *valeurs*, du «*comportement décisionnel*». Ce qui fait le succès de cette géographie par rapport à celle devant laquelle elle a réagi, ce sont certes, du moins en partie, son caractère plus contemplatif et l'échelle apparemment plus «humaine» à laquelle elle fonctionne.

On peut trouver d'excellents exemples de cette «géographie humaine» contemporaine regroupés dans un livre par English et Mayfield (1972). L'un des plus intéressants est sans doute l'article de Peter Gould sur les cartes mentales; l'essentiel, me semble-t-il, s'y trouve: les paysages, la perception, les valeurs, le comportement décisionnel. Comme Morrill cité plus haut, Gould part d'une proposition claire et qui plus est, irréfutable: le paysage *humain* est l'expression spatiale de décisions prises par les *hommes* (1972, p. 260). De plus il souligne l'insuffisance des facteurs «traditionnels» de l'analyse de localisation (distance, coût des transports); critique dont on ne peut que reconnaître la nécessité (voir ci-dessus). Mais alors commence la grande évasion, la grande évacuation vers le *primat* des idées que les hommes se font de la réalité matérielle sur cette réalité même. Gould parle ainsi de l'importance «des cartes que les hommes-clés portent dans leur tête»[14], et tout son texte va alors consister à *substituer* ces cartes mentales à la réalité matérielle, à affirmer que c'est dans la tête des hommes qu'il faut chercher l'explication de tout, de la localisation des industries (Gould, 1972, p. 261) à l'effet des désastres naturels (Burton et Kates, 1972). On se rapproche du pluviomètre de Jean Brunhes (voir ci-dessus). Gould est peut-être de ceux qui pensent que Marx est dépassé. Pourtant:

«La question de l'attribution à la pensée humaine d'une vérité objective n'est pas une question de théorie, mais une question pratique. C'est dans la pratique que l'homme a à faire preuve de la vérité, c'est-à-dire de la réalité et de la puissance de sa pensée, la preuve qu'elle est de ce monde. Le débat sur la réalité ou l'irréalité de la pensée isolée de la pratique est une question purement scolastique»(2e thèse sur Feuerbach). «Chez les Jeunes-Hégéliens, les représentations, idées, concepts, en un mot les produits de la conscience, qu'ils ont eux-mêmes promue à l'autonomie, passent pour les chaînes réelles des hommes, au même titre qu'ils sont proclamés et tenus par les liens réels de la société humaine par les Vieux-Hégéliens ... Exiger ainsi la transformation revient à interpréter différemment ce qui existe, c'est-à-dire à l'accepter au moyen d'une interprétation différente». (Marx et Engels, *L'Idéologie Allemande*, 1974, p. 24, 38 et 39).

Ce n'est pas parce que des hommes ou des femmes prennent des décisions, qu'ils ont des valeurs, qu'il faut en conclure au primat des idées sur les conditions sociales. Ce n'est pas parce qu'un dieu-roi ou un roi-fou[15] a eu le loisir, lui, de décider où localiser sa pyramide, son temple, son château, sa ville même, qu'il faille en dissocier sa décision du contexte social qui l'a amené à prendre cette décision. En réalité il est fort peu de ces localisations qui ne s'expliquent par le contexte historique matériel (politique, économique, etc.) dans lequel elles ont été prises. Ce n'est pas parce que, dans un contexte historique donné, les facteurs matériels de localisation ne sont plus les mêmes que dans un contexte autre ou précédent, (d'où les ruines, «les cités-mortes», etc.), qu'il faille en conclure que la réalité, tout d'un coup, désormais, est dans la tête des gens. Bien sûr, dans un processus de décision, celui qui aura à «signer» la décision est bien en droit d'en *imaginer* les conséquences: d'ailleurs c'est fortement à conseiller. Bien sûr, les facteurs d'une décision peuvent être complexes mais ils demeurent ancrés dans la réalité, laquelle pour l'homme, petit ou grand, est d'abord *sociale*, historiquement déterminée. Les fondements de la société sont *d'abord* matériels. On peut trouver un exemple de toute la subtilité requise à l'appréhension d'un tel principe dans Legendre-De Koninck (1979).

Si, pour prendre les exemples de Gould (p. 261-62), certains types d'industries quaternaires sont localisées sans lien évident avec la rationalité économique «classique», c'est qu'à l'ère du capitalisme avancé, avec, entre autres, l'autonomisation grandissante du capital, les facteurs de localisation ne sont plus les mêmes, comme il a été souligné ci-dessus; ce n'est pas, comme le laisse entendre Gould, parce que soudainement les hommes-clés des années soixante ont eu l'exclusivité d'initiatives inédites, «irréelles», fantasques. On peut en dire autant des nouveaux facteurs de localisation des campus universitaires dans les banlieues «agréables» aux Etats-Unis (autre exemple de Gould, p. 262). Ici aussi les motifs sont ancrés dans les réalités économiques (rente, dimension, accessibilité, etc.) et dans la nécessité politique et *stratégique* d'isoler (et de contrôler) les universitaires et surtout les étudiants de la réalité des problèmes sociaux des populations urbaines, problèmes trop visibles dans les centres-villes. Le président Suharto, le shah d'Iran, etc., le savent fort bien.

La géographie de la perception, cartes mentales à l'appui ou pas, n'est certes pas à rejeter[16]. Au contraire elle est fort importante: on n'a qu'à penser au formidable instrument de manipulation qu'elle peut représenter pour le pouvoir. Cette manipulation par un pouvoir, *quel qu'il soit,* sera d'autant plus facile que l'étude aura évacué l'appartenance de classe des «percepteurs» et dont les caractéristiques des idéologies de classes. Qu'il n'y ait pas que cela à considérer, tant mieux! Mais sans partir de là, la géographie de la perception — tout comme la psychologie dont elle s'inspire ici — jouera, comme toutes celles qui l'on précédée, un rôle d'évacuation de ces conditions matérielles (qui doivent être l'objet d'un changement, de l'action) qui façonnent les idées que les hommes se *font,* qui en sont l'ancre. Sans cela, non seulement l'étude de la perception devient-elle manipulable, elle *est* elle-même manipulation.

Une remarque importante s'impose quant aux fondements épistémologiques de l'approche perceptuelle. Dans la mesure où celle-ci s'apparente à la phénoménologie, elle souffre des mêmes contradictions méthodologiques que celle-ci: rien ne peut être vérifié ni démontré. Qui plus est, ce véritable blocage scientifique a des conséquences politiques qu'il est impératif de reconnaître: «la phénoménologie est une philosophie contemplative et en aucune façon une philosophie de la praxis; elle camoufle l'impulsion naturelle à l'action et ainsi laisse le monde tel qu'il est». (traduit de Billinge, 1977, p. 65). Il est bien d'autres aspects de ces géographies culturelles contemporaines dont il faudrait souligner la soumission au *statu quo*[17]; sans doute l'un des plus inquiétants est cette réunion qui se dessine entre l'étude perceptuelle subjective et l'approche behavio-

riste: fondée sur l'observation «objective», cette dernière demeure marquée par le réductionnisme biologique de Konrad Lorenz et Robert Ardrey dont Alland (1974) a fait une excellente critique. On en arrive même à joindre «la perception environnementale et le comportement» (English et Mayfield, 1972, p. 211 sq) rappelant ainsi ce balancement sans issue pour la géographie entre d'une part la causalité naturelle plus ou moins déterministe (l'ordre, l'harmonie de la nature) *détachée* des moyens historiquement caractérisés d'appréhender la nature; d'autre part, la causalité spirituelle *détachée* des contraintes socio-économiques spécifiques.

FÉTICHISME DE L'ESPACE ET TRAHISON DES HOMMES

Dans son incessant souci de se ménager une niche au Panthéon des sciences de l'homme, la géographie menace d'évacuer l'objet central, déterminant, commun à toutes ces sciences: l'homme. En effet, le refuge dans l'«espace» a souvent offert à la géographie une solution devant les incertitudes de son objet et de sa démarche. Des géographes ont voulu, veulent *l'espace* comme objet propre, à un degré tel qu'ils en oublient qu'«appréhender l'espace» (de qui?), y voir des «articulations spatiales» (de quoi?), n'est pas suffisant pour faire de la géographie une discipline possédant une autonomie critique: à vouloir *récupérer* l'espace, on peut oublier les hommes. D'autres, dont Anderson (1973), Scheibling (1977) et Peet (1977a), ont déjà montré les dangers de ce fétichisme de l'espace et je n'ai pas l'intention de m'y attarder indûment. Cependant quelques points doivent être rappelés ou dégagés. Il est d'autant plus important de le faire que l'«espace» est le blocage ultime de la géographie, le dernier rempart de la réaction. «La géographie n'est-elle pas prisonnière de l'espace?» demandait récemment une étudiante. À bien des égards la réponse est oui; de plus, une chose est certaine, *on cherche à l'y enfermer.* Y parvenir permettrait d'évacuer le caractère fondamental de cette société des hommes qui s'inscrit dans l'espace, qui *s'y articule*: les rapports sociaux, de production et de reproduction, qui s'élaborent entre ces hommes; et donc d'évacuer la critique du capital.

Le capital est un *rapport social* avant de se traduire, en «rapport spatial». Les besoins du capital sont d'abord d'hommes. Ce n'est pas l'espace que, d'abord, le capital domine, articule, organise, aménage; ce sont les hommes, les hommes en rapport avec l'espace et le temps. Le capital ne se déploie pas en vue d'une domination spatiale mais en vue d'une domination des hommes. Les géographies, classique et moderne, ont cherché à réduire, à cacher, sinon à inverser ce rapport. Bien sûr, comme il n'est pas pur esprit, hélas lui non plus, le capital doit se déployer quelque part. Pour le moment, c'est sur la terre, là où travaillent les géographes. Mais sans la société des hommes, le capital s'y perdrait; pire encore, il n'existerait pas.

C'est *le sens, la direction de ce rapport, social-spatial,* qu'on veut ignorer ou brouiller et c'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les incessantes tentatives pour enfermer la géographie dans le *pur espace* et celle, récente, de Claval (1977) pour invalider l'utilisation des concepts marxistes en géographie. L'objectif est clair et s'inscrit dans la logique politique des blocages dont il est question ici. Il s'agit d'affirmer en premier lieu que tout ce qui n'est pas «spatial» n'est pas géographique; en second lieu, que le capital tel que défini par Marx n'est pas d'abord spatial: donc, on peut en toute quiétude renfermer à nouveau la géographie.

Le premier argument revient à ceci: les rapports sociaux n'affleurant pas toujours clairement dans l'«espace» on peut (on veut) se permettre d'ignorer ce que l'on ne voit pas; le problème ici c'est que tous les rapports qui lient les hommes sont intégrés et que les rapports-clés, les rapports techniques et sociaux de production et de reproduction, ceux dont découlent les autres, sont ancrés dans l'espace. Leur matérialisation ultime relève de la division ville-campagne, *na-*

ture, forme et symbole et cette «spatialité» que Marx et Engels n'ont cessé de souligner, dans l'*Idéologie Allemande, Le Capital,* etc. (j'y reviendrai). À elle seule cette proposition à laquelle on pourrait ajouter toutes les propositions concernant la rente foncière et surtout la théorie léniniste de l'impérialisme, *fondée dans l'analyse que Marx avait faite du capital*, suffit à renverser l'argument de Claval. Enfin Marx n'a pas épousé le fétichisme de l'espace: ni de la chose, ni du mot[18]. Marx voulait d'abord changer la société des hommes, qui s'inscrit dans l'espace.

C'est leur soumission au pouvoir marchand et/ou technocratique qui explique cette trahison des géographies mentionnées. Pour s'en détacher, la géographie doit reconnaître que son objet d'étude doit d'abord être défini comme étant «les formes et structures spatiales produites historiquement et spécifiées par les modes de production» (Scheibling, 1977, p. 561)[19]; et qu'une caractéristique essentielle d'un mode de production (ou d'un alliage de modes de production) est sa structure de classes et la nature des luttes qu'elles se livrent. Que la fonction des intellectuels, traditionnels ou organiques, collaborateurs d'un pouvoir d'État oppressif, consiste à le camoufler ou à l'ignorer est, à mon avis, remarquablement illustré par la pratique des géographes soviétiques; à quelques nuances formelles près, cette géographie s'inspire systématiquement de celles, bloquées, qui viennent d'être évoquées[20]. À ce titre elle est, elle aussi, marquée par ce que Gregory appelle l'«instrumentalisme» (1978, p. 40).

CHANGER LA GEOGRAPHIE

Il n'a nullement été question ici d'invalider totalement les diverses géographies et plus particulièrement leurs méthodes *per se*; ni non plus de rejeter la nécessité d'une meilleure analyse épistémologique de la discipline, tâche à laquelle se sont attardés Harvey (1969 et 1973), Racine (1977) et Gregory (1978); ni d'oublier à quel point une discipline, une science comme l'a montré Scheibling (1977), se constitue en rapport avec la société, lieu de son élaboration. C'est cependant d'une caractéristique de ce rapport qu'il est question ici. Car il ne suffit pas de dire qu'une discipline «scientifique» est issue d'une formation sociale pour ensuite attendre que du changement social émerge un changement de la discipline. Celle-ci n'est pas nécessairement un produit irrévocablement «traditionnel» dans le sens où Gramsci entend ce terme (1975, p. 597 sq). Pourtant c'est précisément ce caractère de *fixation du rapport organique* que la géographie a toujours entretenu avec les pouvoirs réactionnaires que j'ai voulu faire ressortir. Tous les pis-aller et blocages qui ont été rappelés soulignent la continuité dans la trahison des hommes: négation de la structure de classes, des luttes qu'elles se livrent, des conséquences que le développement de cette lutte a sur la répartition des hommes, de leurs activités, de leurs institutions, de leurs paysages... (campagnes, villes, ghettos ... etc); de l'impérialisme; du dépouillement des hommes.

La géographie peut-elle faire autrement? Il me semble que oui et que ce faisant cette discipline très terre à terre pourrait récupérer les instruments qu'elle a souvent élaborés dans un contexte de servilité. Changer la géographie n'implique pas que, pour paraphraser Chesneaux (1976), on fasse table rase du passé. Le géographie s'est intéressé, s'intéresse à l'homme qui produit, à l'homme qui occupe, fréquente, contrôle bien ou mal la terre et la nature; toutes les nuances autour de la notion d'*écoumène* l'illustrent. On voit difficilement comment cet intérêt peut donner lieu à une approche globale sans référence aux rapports de production qui s'élaborent entre les hommes et qui participent des modes de production. Pourtant c'est précisément le tour de force qu'a réussi la géographie. La plus terre à terre des sciences de l'homme social semble avoir peur de ce qui la dépouillerait de toute artifice. Témoigne de cette résistance à appréhender le réel par ce qui d'abord le caractérise, ie, ses aspects matériels, la multiplication des tentatives de la géographie moderne anglo-saxonne, et particulièrement américaine — et pour cause — pour mettre au point des approches perceptuelles. Il est important de le répéter.

Quoiqu'il en soit, tous les blocages évoqués ci-haut, et bien d'autres, pourraient être évités par une reconnaissance des *conditions conflictuelles* dans lesquelles les hommes occupent la terre. Il ne s'agit pas ici de sombrer dans le schéma réducteur de la «lutte entre l'homme et la nature» mais bien plutôt de reconnaître que dès le départ la lutte s'est située au sein même de la communauté des hommes (Kirsch, 1978) et que par conséquent *l'ordre, l'équilibre, l'harmonie* n'ont jamais existé. L'appropriation de la nature par les hommes (intrinsèquement liée au procès de production) et les formes et structures spatiales qui en découlent sont donc historiques. Or l'une des lois de cette histoire des hommes c'est qu'elle évolue dialectiquement, par contradiction: en d'autres termes que les *genres de vie,* que les *civilisations,* que le *nomadisme,* que le *sédentarisme,* que la *ville,* que l'opposition *ville-campagne,* que les *quartiers* au sein des villes ne sont pas des choix offerts par le ciel aux hommes mais bien des oppositions *spatialement confirmées* et *dynamiques* qui relèvent des contradictions qui font évoluer, se consolider, ou régresser et disparaître les modes de production.

Prenons un exemple qui m'apparaît d'autant plus important qu'il est généralement «oublié»: celui des «enclosures» au Moyen-Âge en Angleterre. Les «enclosures», cette clôturation des pâturages communaux qui fut effectuée par étapes progressives à partir du 13e et culminant au 17e siècles a joué un *rôle fondamental* dans le passage du féodalisme au capitalisme (Bernier et De Koninck, 1974). Formellement inscrite dans l'espace, l'appropriation des pâturages communaux autrefois réservés à l'usage des serfs est née de cette contradiction du féodalisme: sa relative autarcie économique, «spatiale» si l'on veut, bloquait son évolution. En se donnant les moyens de débloquer cette contradiction, les seigneurs allaient contribuer à l'émergence du capitalisme et des villes industrielles... où allèrent travailler de nombreux serfs dépossédés, désormais incapables de survivre à la campagne. Se déplaça, ainsi le noyau de la lutte des classes, son échelle spatiale, et s'accentua l'opposition ville-campagne (De Koninck, 1978). C'est précisément le dépouillement dynamique de celle-ci et de ses habitants qui se poursuit, ou qui se reproduit depuis, qui confirme à quel point Marx avait raison d'*ancrer* sa définition de la division du travail dans celle de la division ville-campagne (Marx et Engels, 1974, p. 93). Le rapport dialectique (c'est-à-dire échange conflictuel, contradiction génératrice de mouvements «progressistes» ou «réactionnaires») ville-campagne ne peut être appréhendé par la division entre géographie urbaine et géographie rurale; ni par le concept de *diffusion hiérarchique* qui postule un sens unique à la relation; et encore moins par celui de *dualité* qui nie le caractère dynamique du rapport.

Le dépouillement de la campagne est aujourd'hui particulièrement apparent dans les pays subissant l'assaut de la modernisation de leur agriculture paysanne par le biais de la révolution verte. C'est ce qui a été reconnu à la suite d'une vaste étude effectuée dans les plaines rizicoles du nord-ouest de la péninsule malaise et du nord de l'île de Sumatra. Les exigences technologiques et financières de la modernisation de l'agriculture favorisent la spécialisation non seulement au niveau agricole: de plus en plus on ne produit que du riz; rien d'autre, ni dans les champs, ni dans la maison. Le processus de désarticulation des économies rurales amorcé pendant la période coloniale se précipite aujourd'hui. Non seulement les paysans doivent-ils se contenter de cultiver un seul produit agricole en plus grande quantité mais ceux qui produisent autre chose que des denrées agricoles vont le faire à la ville: la division ville-campagne s'accélère et elle entraîne la spécialisation encore plus poussée de la campagne dans l'agriculture (De Koninck, 1979). Une fois bien amorcé, ce dépouillement de la campagne est camouflé par les études de «diffusion de la modernisation.» (exemple: Leinbach, 1972). Bien sûr, comme l'a récemment montré Lojkine (1977, p. 147), bien que la forme spatiale fondamentale de la domination, dans les pays industriels, n'est plus tellement l'opposition ville-campagne mais celle qui existe entre les centres de commandement et ceux d'exécution, le principe demeure le même (De Koninck, 1978).

Ce processus de développement/sous-développement, consolidation/dépouillement, domination/soumission peut emprunter bien des voies, y compris celle de la diversification agricole (cf Bruneau *et alii* 1977, p. 186), et atteindre un degré tel qu'il devient nécessaire de faire remplir une autre fonction au secteur dépouillé: son paysage devient marchandise. Ceci s'opère à plusieurs échelles; à un extrême, à l'échelle internationale, le paysage des pays pauvres est acheté par les pays riches à des fins touristiques qui n'excluent pas les manipulations idéologiques (cf le *National Geographic Magazine*). À l'autre extrême, à l'échelle infra-régionale dans les pays industriels, la campagne, enfermée dans sa fonction agricole, devient une scène devant laquelle les urbains viennent se recueillir (Ronai, 1976)[21]: l'agriculture dépouillée sert d'âme résiduelle au *paysage rural*, nouvelle marchandise. Ainsi le capitalisme avancé réussit un coup de maître: exploiter à la fois la force de travail mise à nue (paysannerie parcellaire) *et* l'image qui en résulte. Cependant, une contradiction ultime apparaît: voulant acheter cette *scène* et donnant ainsi au sol une valeur foncière urbaine, la ville et ses habitants nient la fonction agricole qui la meuble, qui l'anime: ceci a été démontré clairement dans le cas de l'Ile d'Orléans, près de Québec (Dion et De Koninck, 1976; De Koninck, 1976). On pourrait continuer longtemps la liste des enchaînements de contradictions qui se traduisent avec plus ou moins d'évidence dans l'espace et que la géographie pourrait contribuer à comprendre, contribuant ainsi à lutter contre les causes du grand dépouillement des hommes[22].

Quoiqu'il en soit, ceux qui veulent parvenir à changer la géographie doivent reconnaître un ensemble de propositions qui peuvent être regroupées comme suit:

1. L'utilisation du concept de *mode de production* permet de mieux comprendre le développement des techniques de production et des sociétés de classes et donc la nature de l'emprise territoriale. À partir de tels concepts, le «pluviomètre» de Brunhes et l'«histoire défaillante» de Sautter prennent un sens que l'on sait ainsi dissocier de l'idéalisme. De plus, ces concepts permettent de mieux comprendre le déploiement du capital à plusieurs échelles. Sans leur recours on ne peut comprendre les mécanismes de l'impérialisme et ses inscriptions souvent flagrantes dans l'espace, en particulier dans les pays fortement dominés de l'extérieur et faiblement industrialisés (macrocéphalie urbaine, nature de l'infrastructure, etc.).

2. Les liens entre la *division du travail* et celle de l'espace représentent un phénomène-clé pour la géographie. Des exemples ont illustré combien ces liens peuvent être reconnus à travers l'évolution des modes et stades de production. D'où l'importance qui leur a été accordée non seulement dans l'*Idéologie Allemande*, (p. 46 sq, 93sq.) mais également dans plusieurs oeuvres de Marx et Engels dont l'*Anti-Düring* (Engels, 1963, p. 211-212). Ne pas les reconnaître c'est «réduire le matérialisme historique à l'histoire des rapports exploiteurs/exploités en évacuant l'histoire de la division du travail. Car raisonner ainsi, c'est ne rien comprendre aux conditions *matérielles* de la reproduction des rapports d'exploitation, et par conséquent ne rien comprendre aux conditions de leur abolition (voire: masquer le projet de la mise en place d'une autre forme de capitalisme, «nationalisé» ou «autogéré») (Lipietz, 1977, p. 150). J'ajouterais enfin que «raisonner ainsi» c'est ne pas voir ces chevaux de Troie que le capitalisme «refile» aux pays socialistes, de même qu'à d'autres pays peu industrialisés, sous la forme de grandes industries (clés en mains s'il le faut).

3. La *fonction idéologique* de la didactique de la géographie est cruciale, et Lacoste (1976) a tout à fait raison de fustiger la géographie des professeurs qui privilégie le mode descriptif. Il ne faudrait pas pour autant conclure qu'elle a peu d'impact — elle, la géographie des professeurs — dans la pratique, que sa seule fonction en est une de mystification. Ce serait alors oublier que les liens peu-

vent être étroits entre la géographie des professeurs et celle des chercheurs et des conseillers des pouvoirs (planificateurs, aménagistes, urbanistes, consultants divers). Bien sûr la géographie enseignée est une version diluée des autres mais elle n'est pas seulement occultante, elle est normative, elle a une fonction opérationnelle. Elle ne fait pas qu'ignorer ou camoufler les fondements essentiels des inégalités et des oppressions plus ou moins inscrites dans l'espace, elle dit aussi comment aménager, comment organiser, comment arranger cet espace (et surtout ceux qui l'habitent) en fonction d'intérêts qui ne sont à peu près jamais remis en question. Il ne faut pas oublier que les manuels de la géographie des professeurs puisent aux sources mêmes de la géographie des chercheurs dont ils simplifient bien sûr l'enveloppe «savante»[23]. Point n'est donc besoin de rechercher une trop grande division des fonctions de l'enseignement et de la pratique. La géographie collaboratrice n'est pas schizophrène; elle enseigne ce qu'elle conseille et pratique: comment arranger «le monde» en fonction des intérêts d'une minorité. D'où la nécessité de remettre en question le curriculum de la géographie universitaire, fabrique de technocrates, c'est-à-dire d'instruments contre-révolutionnaires, collaborateurs du pouvoir de l'État dominateur.

4. La remise en question des fondements idéologiques de l'enseignement dispensé implique la remise en question des *autres liens avec les pouvoirs.* Pour faire la critique des intellectuels il ne suffit pas de dénoncer leur collaboration plus ou moins directe et acritique dans le renseignement, la planification, etc.[24], mais aussi le rôle qu'ils jouent en idéalisant les rapports sociaux, en flattant les «valeurs» des groupes opprimés par exemple, comme s'il était possible à un groupe d'évoluer en dehors de l'histoire matérielle, de la transcender. C'est peut-être ce qu'il y a de plus troublant de la part des intellectuels qui ainsi peuvent se reproduire, s'entretenir en affirmant la séparation entre la matière et l'idée qu'il faut se faire d'elle: idéalisme dont ils ont bonne charge et bonne garde. C'est tout ce que certains pouvoirs leur demandent, — «Gros-Bedon, Groin-de-porc, Face-de-tigre et les autres applaudissaient à la chanson» du Scarabée (London, 1909, p. 39) — leur garantissant en retour, bien à l'abri des producteurs, le confort propre aux producteurs des idées. *La division entre le travail manuel et le travail intellectuel m'apparaît une cause profonde de l'idéalisme et vice-versa*[25]. Les implications d'une telle proposition sont immenses. N'est-ce pas ce que William Bunge aurait compris? (cf Racine, 1976). Dans *l'immédiat*, dans la mesure où l'on est prêt à reconnaître que l'Université, que les disciplines académiques peuvent servir à autre chose qu'à l'apprentissage du pouvoir et à sa pratique, il est possible d'élaborer une analyse qui conteste celles commanditées par l'État et le Capital *et qui peut servir contre eux.*

5. L'un des domaines où cette action des géographes peut s'exercer avec le plus d'efficacité c'est dans ce qu'il est convenu d'appeler *l'aménagement.* Pour le moment c'est précisément dans ce domaine que la soumission idéologique et pratique de la géographie (celle d'une certaine géographie appliquée) est la plus fréquente; et c'est précisément là qu'il faut la renverser, cette collaboration.

D'abord par la *critique*, qui est *une* arme, qu'elles qu'en soient les limites. Il est indispensable de montrer comment l'aménagement, la planification, les «plans» servent généralement à rétablir les contradictions du capital, et donc que tel ou tel projet de peuplement ou de dépeuplement en est un qui est lié aux problèmes de la composition organique du capital (Klein, 1978). Il est important de montrer combien aménager le *territoire*, consiste généralement à mieux enfermer, contrôler les hommes, et que ce contrôle est garanti par l'Etat.

Il est important de montrer à quel point l'aménagement d'un territoire, qui a été sollicité par les intellectuels traditionnels d'un mode de production résiduel et dominé, peut piéger ce territoire, le rendre propice à l'aménagement par les intellectuels organiques du mode de production triomphant. Ainsi à Québec le

clergé féodal en perdition a fait «planifier» pendant les années 1950 une cité universitaire que les technocrates ont vite fait d'adapter aux exigences d'une société qui doit enfermer ses intellectuels (pour ne pas qu'ils oublient l'idéalisme). En résulte un campus universitaire - l'université Laval à Ste-Foy - où la soumission de 30 000 hommes et femmes au vide (au ciel), au béton et à l'automobile (Morin *et alii,* 1976, p. 559) a atteint un niveau exceptionnel. Le message idéologique, *et le piège pratique,* d'un tel aménagement sont d'une flagrance telle qu'ils n'ont pas été reconnus dans les études qui lui ont été consacrées à ce jour (Sanguin, 1970) d'où la nécessité de remédier à cette carence (Desmeules, 1978).

Mais au-delà de l'arme de la critique (qui doit venir à faire partie intégrante de la pratique) il y a ses *implications,* donc son *application.* Que faire? D'abord *rendre accessible* cette critique à ceux qui peuvent s'en servir contre les pouvoirs d'oppression. De là découle la nécessité de la fonction pédagogique contestataire puis de son implication politique progressive qui entraîne, inévitablement, le déplacement de l'arme de la critique dans les mains de la pratique, de l'action. En d'autres termes, l'étude «radicale» des problèmes sociaux, enfermés dans l'espace et ainsi reproduits, peut et doit être diffusée avec efficacité à des fins de combat. C'est là l'un des arguments essentiels de Lacoste lorsqu'il affirme qu'il faut enseigner aux gens ce que les pouvoirs savent déjà, le «savoir penser l'espace»; en d'autres termes pourquoi, où et comment ils «se font avoir», et conséquemment comment lutter contre cette oppression. À cette condition, l'étude des *causes* de l'exploitation n'est pas récupérable par les pouvoirs au même titre que celle qui rationalise cette exploitation ou, carrément, la camoufle (hiérarchie, valeurs, perception, etc.). La seconde lui est utile en elle-même *et* comme instrument de propagande; la première lui est utile en elle-même, un point c'est tout; il faut donc s'assurer qu'elle puisse aussi et surtout servir à ceux que l'on «étudie».

Dans cette fonction de transformation de la société il est enfin une caractéristique inhérente à la pratique traditionnelle de la géographie qui *peut* être considérée comme un atout: son goût pour l'unique. En effet, cette «sagesse» la protège des tendances réductionnistes de toutes les approches nomothétiques (qui recherchent des lois), protection d'autant plus importante que la recherche dans les sciences de l'homme doit toujours reconnaître ce fait qui la ralentit (De Koninck *et alii,* 1977, p. 2-3), à savoir que le degré de prévision y est beaucoup plus limité que dans les sciences physique. C'est ce que Marx, l'auteur d'une approche globale s'il en est une donc susceptible de (et soumise à) réduction, a explicitement reconnu en écrivant: «Cela n'empêche pas qu'une même base économique (la même, quant à ses conditions fondamentales), sous l'influence d'innombrables conditions empiriques différentes, de conditions naturelles, de rapports raciaux, d'influences historiques extérieures, etc. peut présenter des variations et des nuances infinies que seules une analyse de ces conditions empiriques peut élucider» (1976, vol. 3). Refuser de les élucider relève d'un degré de paresse intellectuelle que seuls peuvent atteindre les intellectuels eux-mêmes.

6. En conséquence, «sans doute le marxisme représente-t-il, dans sa variété, un corpus théorique de référence inévitable» (Lacoste, 1976a, p. 184); j'ajouterais: *nécessaire, indispensable.* Ce qui ne veut pas pour autant dire qu'il faille enfermer la géographie dans le marxisme. Pas plus qu'il n'est question d'enfermer la géographie dans l'«espace» qui a ses visières, pas plus n'est-il question de l'enfermer dans le matérialisme historique qui a aussi les siennes. Cependant, je ne crois pas que parce que la géographie se sent menacée dans son originalité, comme en témoigne l'incessante recherche d'«instruments géographiques» d'appréhension de la réalité, elle doive refuser l'apport d'une pensée qui a plus influencé ses «compétitrices» que sont l'économique, la sociologie, etc.. Se prêter à cette compétition (c'est-à-dire refuser un concept sous prétexte qu'il n'est pas géographique) c'est se prêter à ce jeu de la division des hommes et des scien-

ces qui a précisément fait de la géographie, avec tous ses blocage (mentaux), une discipline essentiellement réactionnaire, comme j'ai essayé de le montrer.

Il me semble en conséquence que celui qui veut étudier les «articulations de l'espace», les «inégalités de l'espace», les paysages, leurs perceptions, les valeurs, etc. *en vue d'un changement*, et qui n'interroge pas, *au départ*, les concepts d'analyse - quitte à les améliorer (Brown, 1974) - élaborés par le marxisme sera alors contraint de perpétuer les blocages[26]. Une «géographie marxiste» n'existe pas: *l'objet* de la géographie n'est pas «marxiste». De plus il ne suffit pas d'être «géographe marxiste» pour en arriver à comprendre les blocages de la géographie. Ainsi il n'y a rien de surprenant à ce que, comme l'écrit Lacoste (1976 a, p. 53), même des géographes marxistes soient tombés dans le panneau de la «région vidalienne». Pour l'éviter, il leur aurait fallu faire autre chose que privilégier les questions économiques et se laisser influencer par le précepte erroné suivant lequel la géographie et l'étude des rapports de production sont *dissociables;* il leur aurait plutôt fallu reconnaître - comme j'ai essayé de le montrer ci-dessus - les exigences spatiales de l'évolution des modes de production.

Enfin, il demeure important de rappeler combien les principes d'analyse et les principes politiques du marxisme sont indissociables. Racine (1977) a pourtant tenté de les dissocier. Ainsi après avoir reconnu la puissance des concepts marxistes - en particulier de celui de mode de production - dans l'explication des «structures spatiales», il cherche à vider le marxisme de son contenu révolutionnaire en l'associant implicitement aux «nouveaux concepts opérationnels» de Brian Berry (1973). Or ceux-ci apparaissent toujours aussi réactionnaires et enfouis sous les «modèle naturel», «restructuration hiérarchique», «comportement intentionnel», «système», etc. L'obscurantisme éloquent de ce «nouveau» modèle est bien illustré par le schéma de Berry (1973, p. 15) que Racine reproduit (1977, p. 136-137): il s'agit d'un savant échafaudage d'interactions, processus, etc. culturels, naturels, biologiques, etc. qui veut tout et rien dire, si ce n'est l'intention de confondre le lecteur. On y voit un protopype du travail de ces *artistes plombiers* du *système* qui ont succédé à leurs ancêtres *artistes peintres* de *l'harmonie.* Racine ne semble pas se rendre compte qu'il n'y a là rien d'utile et que ce nouveau modèle a toute l'ambiguité des «flow charts», ces labyrinthes où se perdent les meilleures intentions réformistes.

7. L'une des affirmations fondamentales du marxisme est que la compréhension de la *société des hommes,* y compris des *formes* sous lesquelles elle occupe la terre, ne peut pas faire abstraction, *doit partir*, des rapports que ceux-ci établissent entre eux dans la production et la reproduction de leur vie matérielle et que ces rapports sont différents de, irréductibles à, ceux qui s'établissent au sein de la société des purs esprits et de la société des animaux. D'où le matérialisme *historique.* Pas plus qu'une théorie des formes architecturales pures, n'existe-t-il, hors de l'histoire, une théorie des formes spatiales pures. Des Grandes Pyramides à la tour du CN à Toronto, en passant par la tour Eiffel, de la ville d'Angkor à celle de New York (ghettos compris) en passant par Vienne, les formes architecturales et spatiales sont, d'abord, historiquement déterminées.

La *remise* sur terre des idées des hommes ne peut se comprendre autrement. Que les référents spatiaux de l'analyse marxiste soient mieux dégagés, soit! Mais ce faisant, ne la vider ni de «son» matérialisme historique, ni de sa puissance analytique, ni de son contenu révolutionnaire. C'est à ce prix qu'on pourra la dépasser et atteindre la compréhension indispensable à la lutte contre l'idéalisme en géographie, idéalisme qui est un choix politique ou plus précisément un refus politique: le blocage de la géographie. C'est à ce prix aussi qu'une véritable géographie critique, qu'une géographie révolutionnaire peut s'élaborer.

NOTES

1. Le texte présenté ici est une version quelque peu corrigée de notes que j'avais rédigées en avril 1978 à l'issue d'un séminaire de premier cycle et à l'intention des étudiants y ayant participé. Sous le titre de «Changer la géographie: notes pour une discussion», une première version est parue dans le numéro 9 (1978) des *Notes et Documents de Recherche,* publié par le département de géographie de l'université Laval. La publication de ce numéro intitulé «Contributions à une géographie critique» a été assurée par le GREDIN (Groupe de Recherches sur l'Espace, la Dépendance et les Inégalités). En apportant quelques modifications à ce texte j'ai pu bénéficier des remarques d'amis, en particulier Paul Villeneuve, Monique Piot, Dean Louder, François Hulbert, Yves Lacoste et surtout Claude Raffestin. Je les en remercie et assume l'entière responsabilité des erreurs qui subsistent.

2. On retrouve cette même classification dans le grand traité de Jean Brunhes, intitulé la *Géographie humaine* (1956, p. 25-30).

3. On peut se demander, comme me le signale Claude Raffestin, si le problème de la géographie n'est pas celui d'une discipline écartelée, à cheval sur deux épistémologies, l'une propre aux sciences physiques, l'autre aux sciences humaines. D'où ses acrobaties.

4. Inutile de s'étendre ici sur cette question que Claval a bien illustrée (1976, p. 79-88).

5. Sur ce point, je suis entièrement d'accord avec Lacoste (1976).

6. En fait, la concurrence pure n'a jamais existé. Que l'on parle du «stade» du capitalisme marchand ou de celui du capitalisme concurrentiel, les monopoles ont toujours existé: monopoles de l'approvisionnement en main-d'oeuvre, en matières à vendre ou à transformer avant vente, du marché, etc. Bien sûr aujourd'hui la «monopolisation» a atteint un tel niveau qu'on est justifié de parler de capitalisme monopoliste, appuyé par l'Etat (ex.: Etats-Unis) ou carrément Etatique (ex.: URSS).

7. «...growth centers developmental role involves the simultaneous filtering down of the innovations that bring growth through the urban hierarchy... (Berry, 1972, p. 340).

8. Il faut ajouter à la défense, ou à la charge, de la géographie américaine qu'elle a su adapter son discours à la géographie «idéaliste» des monopoles. On peut en trouver un bon exemple dans Pred (1975) qui tout en les noyant dans une analyse circulaire des systèmes et des modèles, trouve le moyen de qualifier implicitement les monopoles de pourvoyeurs bénévoles d'emplois (p. 252 et 266).

9. D'où la nécessité de nuancer ce précepte du marxisme althussérien concernant le caractère universellement dominant et déterminant de l'«instance économique» dans le mode de production capitaliste. J'ajoute qu'il n'est nullement question ici de nier l'importance des facteurs culturels, religieux; généralement ceux-ci sont «opérationnels» ou pas selon le mode de production (et son degré de développement) dans lequel ils s'intègrent.

10. Cette littérature critique, on serait contraint de la qualifier de pléthorique n'était-ce sa nécessaire fonction de contre-poids aux multiples tentatives des théoriciens de la diffusion de la modernisation. A ceux qui doutent de la vitalité de ces derniers, il peut être utile de consulter la liste qu'en a dressée Slater (1976).

11. C'est précisément dans cette géographie du *welfare* que semblent se réfugier bien des géographes, comme Smith (1977). A première vue elle est soumise aux mêmes blocages que cette géographie de la pauvreté qui est brièvement discutée plus loin.

12. La menace de l'arrivée des immigrants fait baisser la valeur des terrains que les promoteurs achètent aux résidents «paniqués» puis revendent à un prix nettement plus élevé aux membres du groupe d'immigrants. Les promoteurs peuvent manipuler cette menace et pratiquer ce que l'on appelle le «block-busting». Déjà à l'époque où Morrill écrivait, ces phénomènes avaient été étudiés par les économistes et sociologues américains (fondements de la discrimination, block-busting, etc.).

13. Comme le souligne Lascote (1976a), l'étude de telles populations défavorisées a souvent été le fait, particulièrement aux Etats-Unis, de géographes «radicaux», dont les travaux critiques sont, d'après Lacoste, tout aussi utiles aux pouvoirs oppresseurs. Je reviendrai en conclusion sur ce dernier point.

14. «...might not the decision to locate be increasingly related to the image an area has *in the minds of a few key people...* It is not difficult to think of many other examples where *the maps that are carried in men's heads* might be relevant in quite crucial ways.»

15. On peut penser ici au roi Kasyapa (ou Kassapa) qui, vers la fin du 5e siècle de notre ère, au Sri Lanka, fit ériger sa ville forteresse sur un promontoire isolé au centre de l'île: si isolé qu'à la longue Sigiriya en vint à perdre toute valeur stratégique (Swaan, 1966, p. 66 sq).

16. Bien sûr, la richesse de la géographie des cartes mentales est bien plus grande qu'il n'en est fait ici où l'intention essentielle est d'en souligner l'ambiguité idéologique.

17. Un bon exemple de cette soumission acritique de la nouvelle géographie culturelle est fourni par le projet américain d'inventaire culturel (le *Survey of North American Culture* - le SNAC) où les géographes sont appelés à fournir tous les renseignements nécessaires à la mercantilisation des éléments de la culture matérielle, du paysage, etc. renseignements devant être incorporés dans un *Atlas of Folklore.*

18. Ceci a déjà été bien souligné par Scheibling (1977). Il est important d'ajouter que le «collectif de chercheurs de Bordeaux» (1977) ainsi que Pietr Saey (1987) ont réfuté la lecture superficielle de Marx sur laquelle étaient fondés les deux arguments-clés de Claval concernant l'espace et la *valeur* que ce dernier confondait avec la *forme valeur.* Ces articles de même que le livre de Lipietz (1977) contiennent plusieurs arguments renversant cette tentative d'emprisonner la géographie.

19. Scheibling écrit aussi: «formes spatiales de la maîtrise de la nature et ... formes spatiales d'organisation de la société déterminée par le mode de production» (p. 56).

20. Cf. les articles qui paraissent dans la revue *Soviet Geography: Review and Translation* et *A short History of Geographical Science in the Soviet Union.* (Gerasimov, 1976); voir aussi Kopp, 1975, Bettelheim, 1974 et 1977, Lipietz 1977, Demko et Fuchs, 1974.

21. Il est important d'ajouter que cette forme de recueillement, utile à l'équilibre social en pays industriels, n'a généralement pas encore ce rôle important à jouer dans les pays peu industrialisés.

22. Il me semble important de souligner combien la géographie est restée attachée à la recherche des causes génétiques «évidentes» (d'où les faciles excommunications de ceux qui recherchent «en dehors de l'espace») s'interdisant ainsi la compréhension des mécanismes sociaux qui se déroulent et s'inscrivent avec plus ou moins d'évidence dans l'espace. Une telle faiblesse s'apparente, me semble-t-il, à celle que souligne Ritchot (1977, p. 15 sq) et qu'il qualifie d'approche triviale: la recherche d'une théorie des formes s'arrête aux causes premières, évidentes, sans chercher les causes profondes. J'avoue qu'au-delà de cette critique (p. 19) je saisis mal l'argumentation de Ritchot.

23. C'est assez évident en tout cas chez les manuels américains publiés et republiés par de Blij (1977) Dicken et Pitts (1970), James (1974), Haggett (1975), Morris (1972), Murphey (1971), Spencer et Thomas (1973), etc.

24. Lacoste (1976 a + b) a bien montré ce rôle d'agent de renseignement que joue la géographie. C'est cette fonction, qu'avec l'anthropologie elle a poussé particulièrement loin auprès des pouvoirs coloniaux (Bataillon, 1977, p. 13).

25. Il me semble que le procès de la matière à l'idée est réducteur: qu'il y a un lien *essentiel* entre idée, idéalisme et obscurantisme. Pour une analyse des formes multiples que peut prendre cet obscurantisme, cf. Andreski 1974 et surtout Fougeyrollas, 1976.

26. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les meilleurs instruments d'analyse des blocages, et des oppressions qui en résultent, dans les pays se réclamant du socialisme, sont précisément fournis par le marxisme (à titre d'exemples cf Linhart, 1976 et Bettelheim, 1974, 1977).

BIBLIOGRAPHIE

ALLAND, Alexander (1974 *La dimension humaine.* Paris, Seuil, 189p.

ANDERSON, James (1973) Ideology in Geography. *Antipode,* 5, (3): 1-6.

ANDRESKI, Stanislav (1974) *Social Sciences as Sorcery.* Harmondsworth, Penguin, 249 p.

BATAILLON, Claude (éd.) (1977) *État, pouvoir et espace dans le Tiers-Monde.* Paris, P.U.F., 288 p.

BERNIER, Bernard (1974) Culture de la pauvreté et analyse des classes. *Anthropologica,* (1): 41-58.

BERNIER, Bernard (1978) Les phénomènes urbains dans le capitalisme actuel. *Cahiers de géographie du Québec,* 22 (56).

BERNIER Bernard et Rodolphe DE KONINCK (1974 Critique de la théorie libérale du développement. *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie,* 11 (2): 138-155.

BERRY, Brian J. (1972) Hierarchical Diffusion: the Basis of Developmental Filtering and Spread in a System of Growth Centers, in ENGLISH et MAYFIELD (eds), p. 340-359.
BERRY, Brian J. (1973) A Paradigm for Modern Geography, in CHORLEY, Richard (ed), *Directions in Geography.* London, Methuen, 331 p.
BETTELHEIM, Charles (1974) *Les luttes de classes en URSS)1917-1923).* Paris, Seuil-Maspero, 524 p.
BETTELHEIM, Charles (1977) *Les luttes de classes en URSS (1923-1930).* Paris, Seuil-Maspero, 605 p.
BILLINGE, Mark (1977) In Search of Negativism. Phenomenology and Historical Geography. *Journal of Historical Geography,* 3 (1(: 55-67.
BOEKE, J.H. (1953) *Economics and Economic Policy of Dual Societies.* Haarlem, J.D. Tjeenk Willink.
BROWN, Bruce (1974) *Marx, Freud, and the Critique of Everyday Life. Toward a Permanent Cultural Revolution.* New York, Monthly Review Press, 202 p.
BRUNEAU, Michel, DURAND-LASSERVE, Alain et Marie MOLINIE (1977) La Thaïlande. Analyse d'un espace national. *L'espace géographique,* (3): 179-194.
BRUNHES, Jean (1913) Du caractère propre et du caractère complexe des faits de géographie humaine. *Annales de Géographie,* 21: 1-70.
BRUNHES, Jean (1956) *La géographie humaine,* 3e édition abrégée. Paris, P.U.F., 393 p.
BURTON, Ian et R.W. KATES (1972) The Perception of Natural Hazards in Ressource Management, in ENGLISH et MAYFIELD (eds), p. 282-304.
CHAPUIS, Dominique et Maurice RONAI (1976) Beautés du delta. *Herodote,* (1): 118-124.
CHESNEAUX, Jean (1976) *Du passé faisons table rase?* Paris, Maspero, 190 p.
CLAVAL, Paul (1976) *Essai sur l'évolution de la géographie humaine*, nouvelle édition. Paris, Les Belles Lettres, 201 p.
CLAVAL, Paul (1977) Le Marxisme et l'Espace. *Espace géographique,* 6, (3),: 145-164.
COLLECTIF DE CHERCHEURS DE BORDEAUX (1977) À propos de l'article de P. Claval «Le Marxisme et l'Espace. *Espace géographique,* 6 (3): 165-177.
DE BLIJ, Harm J. (1977) *Human Geography. Culture, Society and Space.* Toronto, Wiley, 444 p.
DE KONINCK, Rodolphe (1976) Patrimoine et marchandise. Notes pour une visite à l'île d'Orléans, département de Géographie, université Laval, 25 p.
DE KONINCK, Rodolphe (1978) À propos de la division du travail, des hommes et des espaces: notes sur la question ville-campagne. *Cahiers de Géographie du Québec,* 22 (56).
DE KONINCK, Rodolphe (1979) La révolution verte et les riziculteurs des plaines de Kedah et Aceh, à paraître dans *Archipel,* no 19.
DE KONINCK, Rodolphe, GIBBONS, David S. et Ibrahim HASAN (1977) *The Green Revolution. Methods and Techniques of Assessment.* Notes et Documents de recherche, 7, département de Géographie, université Laval, 409 p.
DEMKO, George J. et Roland J. FUCHS (eds et tr.) (1974) *Geographical Perspectives in the Soviet Union.* Columbus, Ohio State University Press, 742 p.
DESMEULES, Hélène (1978) «De la cité théocratique à la cité technocratique: analyse des fondements de l'aménagement du campus de l'université Laval», mémoire de 1er cycle, département de Géographie, université Laval. (Soumis pour publication dans *Les Cahiers de Géographie du Québec.*)
DICKEN, Samuel et F.R. PITTS (1970) *Introduction to Cultural Geography,* 2e édition. Toronto, Ginn and Co., 493 p.
DION, Marc et Rodolphe DE KONINCK (1976) L'État et l'aménagement: Orléans, une île à vendre. *Cahiers de géographie de Québec,* 20, (49): 39-68.
ENGELS, Friedrich (1963) *Anti-Dühring,* Paris, Editions Sociales.
ENGLISH, P.W. et R.C. MAYFIELD (eds) (1972) *Man, Space and Environment. Concepts in Contemporary Human Geography.* London, Oxford U.P., 623 p.
FOSSAERT, Robert (1977) *La Société,* 3 tomes parus, Paris, Seuil.
FOUGEYROLLAS, Pierre (1976) *Contre Lévi-Strauss, Lacan, Althusser. Trois essais sur l'obscurantisme contemporain.* Paris, Savelli, 216 p.
GERASIMOV, Innokenty (ed) (1976) *A Short History of Geographical Science in the Soviet Union.* Moscou, Progress Publishers, 179 p.
GOULD, Peter (1972) On Mental Maps, in ENGLISH and MAYFIELD (eds), p. 260-282.
GOUROU, Pierre (1964) Les changements de civilisation et leur influence sur les paysages. *Impact. Science et société,* 14, (1): 63-77.
GOUROU, Pierre (1966) *Les paysans du Delta Tonkinois. Étude de géographie humaine.* Paris, Mouton (1ère édition, 1936, Hanoi, École Française d'Extrême-Orient).
GRAMSCI, Antonio (1975) *Gramsci dans le texte.* Paris, Éditions Sociales, 796 p.
GREGORY, Derek (1978) *Ideology, Science and Human Geography.* Londres, Hutchinson, 198 p.
HAGGETT, Peter (1975 *Geography. A Modern Synthesis,* 2e édition. New York, Harper and Row, 620 p.
HARVEY, David (1969) *Explanation in Geography.* Toronto, Macmillan, 521 p.
HARVEY, David (1973) *Social Justice and the City.* Londres, Edward Arnold, 336 p.
JAMES, Preston E. (1974) *One World Divided,* 2e édition. Toronto, Xerox College Publishing. 429 p.

KIRSCH, Chantal (1978) Forces productives, rapports de production et origine des inégalités entre hommes et femmes. *Anthropologie et Sociétés,* 2 (2): 15-42.

KLEIN, Juan Luis (1978) La question régionale au stade du capitalisme avancé: le cas de Québec, thèse de 2e cycle, département de Géographie, université Laval, 109 p.

KOPP, Anatole (1975) *Changer la vie, changer la ville. De la vie nouvelle aux problèmes urbains, URSS 1917-1932.* Paris, Union Générale d'Éditions, 10/18. 507 p.

LACOSTE, Yves (1976a) *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre.* Paris, Maspero, 190 p.

LACOSTE, Yves (1976a) Pourquoi Hérodote? Crise de la géographie et géographie de la crise. *Hérodote, (1): 8-69.*

LACOSTE, Yves (1978 «Robert Fossaert: La Société». *Hérodote,* 10: 155-159.

LAVERTUE, Robert (1978) La vitalité industrielle de la Beauce, titre provisoire, thèse de 2e cycle en préparation, département de Géographie, université Laval.

LAVERTUE, Robert et Paul VILLENEUVE (1978) Développement régional et polarisation au Québec: le rapport HMR, revu et corrigé in *Contributions à une géographie critique,* Notes et Documents de Recherche, 9, département de Géographie, université Laval.

LEGENDRE-DE KONINCK, Hélène (1979) «Le temple d'Angkor Vat. Essai d'interprétation d'un espace idéologique», à paraître.

LEINBACH, Thomas R. (1972) The Spread of Modernization in Malaya: 1895-1969. *Tijdschrift voor Econ. en Soc. Geografie,* juillet-août, p. 262-277.

LINHART, Robert (1976) *Lénine, les paysans, Taylor.* Paris, Seuil, 172 p.

LIPIETZ, Alain (1977) *Le capital et son espace.* Paris, Maspero, 167 p.

LOJKINE, Jean (1977) *Le marxisme, l'État et la question urbaine,* Paris, P.U.F., 362 p.

LONDON, Jack (1973) La force des forts, in *Les temps maudits,* Paris, Union Générale d'Éditions, 10/18, p. 17-50 (écrit en 1909 sous le titre de «The Strenght of the Strong»).

LUKACS, Georg (1969) *Histoire et conscience de classe.* Paris, Éditions de Minuit, 417 p. (collection d'études écrites entre 1919 et 1922).

MARX, Karl (1976) *Le capital.* Paris, Éditions Sociales, 3 volumes.

MARX, Karl et Friedrich ENGELS (1974) *L'idéologie allemande,* édition abrégée. Paris, Éditions Sociales, 143 p. (écrit en 1845-46).

MORIN, Denis, GAUTHIER, Pierre et Michel BERNATCHEZ (1976) La théorie des graphes: le cas du réseau routier de l'université Laval. *Cahiers de Géographie de Québec,* 20 (51): 551-560.

MORRILL, Richard M. (1965) The Negro Ghetto: Problems and Alternatives. *The Geographical Review,* 55 (2): 339-361.

MORRIS, John W. (1972) *World Geography,* 3e édition, Toronto, Mc Graw Hill, 655 p.

MURPHEY, Rhoads (1971) *An Introduction to Geography,* 3e édition, Chicago, Rand Mc Nally, 654 p.

PEET, Richard (1977a) The Development of Radical Geography in the United States, in Richard PEET (1977b) (ed), p. 6-30.

PEET, Richard (1977b) (ed) *Radical Geography.* Chicago, Maaroufa Press, 387 p.

PELLETIER, Antoine et Jean-Jacques GOBLOT (1973) *Matérialisme historique et histoire des civilisations.* Paris, Éditions Sociales, 206 p.

PRED, Allan R. (1975) Diffusion, Organizational Spatial Structure, and City-System Development. *Economic Geography,* 51, (3): 252-268.

RACINE, Jean-Bernard (1976) De la géographie théorique à la révolution: William Bunge. *Hérodote,* (4): 79-90.

RACINE, Jean-Bernard (1977) Discours géographique et discours idéologique. *Hérodote,* (6): 109-159.

RONAI, Maurice (1976) Paysages. *Hérodote,* (1): 125-159.

RITCHOT, Gilles (1977) Théorie des formes et analyse de l'espace géographique, in *Le séminaire d'épistémologie,* Notes et Documents de Recherche, 8, département de Géographie, université Laval, p. 12-24.

SAEY, Pietr (1978) Marx and the Students of Space. *L'Espace géographique,* 7 (1): 15-25.

SAHAI, S. (1970) *Les institutions politiques et l'organisation administrative du Cambodge ancien.* Paris, Ecole Française d'Extrême-Orient, 183 p.

SANGUIN, André-Louis (1970) *L'université dans la ville et l'agglomération de Québec,* thèse de 2e cycle, université de Rouen, 111 p.

SAUTTER, Gilles (1961) «L'étude régionale: réflexion sur la formule monographique en géographie humaine». *L'Homme,* 1, pp. 77-84.

SCHEIBLING, Jacques (1977) Débats et combats sur la crise de la géographie. *La Pensée,* 194: 41-56.

SEDOV, Leonid (1974) La société angkorienne et le problème du mode de production asiatique, in C.E.R.M. *Sur le mode de production asiatique.* Paris, Editions Sociales, p. 327-344.

SLATER, David (1976) Critique de la géographie du développement. *Cahiers Internationaux de Sociologie,* 50: 59-96.

SORRE, Max (1961 *L'homme sur la terre. Traité de géographie humaine.* Paris, Hachette, 365 p.

SMITH, David (1977) *Human Geography. A Welfare Approach.* Londres, Edward Arnold, 402 p.

SPENCER, J.E. et W.L. THOMAS (1973) *Introducing Cultural Geography.* 2e édition, Toronto, Wiley, 409 p.

SWAAN, Win (1966) *Lost Cities of Asia.* London, Elek, 176 p.

VIDAL de la BLACHE, Paul (1913) Des caractères distinctifs de la Géographie. *Annales de Géographie*, 22: 289-299.

VIDAL de la BLACHE, Paul (1921) *Principes de géographie humaine*. Paris, Armand Colin, 327 p. (d'après les manuscrits de l'auteur).